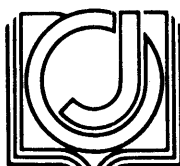


DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.
TELEX 201176 F DIRJO PARIS



TÉLÉPHONES :
STANDARD : (1) 40-58-75-00
ABONNEMENTS : (1) 40-58-77-77

DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1990-1991

COMPTE RENDU INTÉGRAL

5^e SÉANCE

Séance du mercredi 27 mars 1991

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. JEAN CHAMANT

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Procès-verbal (p. 209).2. Conférence des présidents (p. 209).3. Dépôt d'une question orale avec débat portant sur des sujets européens (p. 210).4. Retrait de questions orales avec débat (p. 210). | <ol style="list-style-type: none">5. Transmission d'un projet de loi (p. 210).6. Renvoi pour avis (p. 210).7. Dépôt de rapports (p. 210).8. Dépôt de rapports d'information (p. 210).9. Ordre du jour (p. 211). |
|---|--|

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENCE DE M. JEAN CHAMANT

vice-président

La séance est ouverte à quinze heures cinq.

M. le président. La séance est ouverte.

1

PROCÈS-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la précédente séance a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

M. le président. La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat, sous réserve de l'application de l'article 32, alinéa 4, du règlement.

A. - Mardi 2 avril 1991, à seize heures et le soir :

1° Ouverture de la seconde session ordinaire de 1990-1991.

Ordre du jour prioritaire

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (n° 242, 1990-1991) ;

La conférence des présidents a reporté à la fin de la discussion générale le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.

B. - Mercredi 3 avril 1991, à quinze heures et le soir :

Ordre du jour prioritaire

Suite de l'ordre du jour de la veille.

C. - Jeudi 4 avril 1991, à quinze heures et le soir :

Ordre du jour prioritaire

1° Eventuellement, conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature ;

2° Eventuellement, nouvelle lecture du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse.

D. - Vendredi 5 avril 1991 :

A neuf heures trente :

Ordre du jour prioritaire

1° Eventuellement, suite de l'ordre du jour de la veille ;

A quinze heures :

2° Quatre questions orales sans débat :

N° 287 de M. Jean Simonin à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (Possibilité offerte aux associations d'anciens combattants de se porter partie civile en cas d'injures à l'encontre de l'armée) ;

N° 285 de Mme Marie-Claude Beaudeau à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (Mesures envisagées pour favoriser le développement de l'entreprise Métafram à Beauchamp, Val d'Oise) ;

N° 284 de M. Charles de Cuttoli à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (Difficultés rencontrées en matière de droit du travail et de protection sociale par les Français précédemment otages en Irak et au Koweït) ;

N° 291 de Mme Marie-Claude Beaudeau à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité (Conséquences de la départementalisation de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne).

E. - Mardi 9 avril 1991 :

A seize heures et, éventuellement, le soir :

1° Eloge funèbre de M. Raymond Bourguin ;

Ordre du jour prioritaire

2° Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine (n° 233, 1990-1991) ;

La conférence des présidents a fixé au lundi 8 avril, à douze heures, le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.

F. - Jeudi 11 avril 1991 :

A quinze heures et, éventuellement, le soir :

Ordre du jour prioritaire

Eventuellement, conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes.

G. - Vendredi 12 avril 1991 :

A neuf heures trente :

Ordre du jour prioritaire

1° Eventuellement, suite de l'ordre du jour de la veille.

A quinze heures :

2° Quatre questions orales sans débat :

N° 290 de M. Roger Husson à M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (Desserte ferroviaire de la Moselle) ;

N° 292 de Mme Marie-Claude Beaudeau à M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (Conclusions des études sur le tracé de l'autoroute A 16 en région parisienne) ;

N° 280 de M. Gérard Larcher à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (Paiement des cotisations sociales des éducateurs employés par les clubs sportifs) ;

N° 294 de M. Marc Boeuf à M. le secrétaire d'Etat aux handicapés et aux accidentés de la vie (Situation des adultes handicapés en fin de séjour dans les C.A.T., les centres d'aide par le travail).

En outre, la conférence des présidents a confirmé les dates des jeudis 18 avril, 16 mai et 20 juin 1991 pour les séances de questions au Gouvernement.

Y a-t-il des observations en ce qui concerne les propositions de la conférence des présidents qui ont été faites sous réserve de l'application de l'article 32, alinéa 4, du règlement pour les jours de séance autres que les mardi, jeudi et vendredi ?...

Ces propositions sont adoptées.

3

DÉPÔT D'UNE QUESTION ORALE AVEC DÉBAT PORTANT SUR DES SUJETS EUROPÉENS

M. le président. J'informe le Sénat que j'ai été saisi de la question orale avec débat portant sur des sujets européens suivante :

Le conseil européen réuni à Rome les 14 et 15 décembre 1990 a demandé à la conférence intergouvernementale sur l'union politique d'examiner les « modalités permettant aux Parlements nationaux de jouer pleinement leur rôle dans le développement de la Communauté ».

M. Jacques Genton demande à Mme le ministre délégué aux affaires européennes quelles modalités le Gouvernement entend mettre en œuvre pour permettre au Parlement français d'être pleinement associé aux grandes orientations de l'union qui résultera des deux conférences intergouvernementales ouvertes en décembre 1990. Il lui demande quelles propositions ont été présentées en ce sens au sein des conférences intergouvernementales et l'état des débats qui ont eu lieu à ce sujet (n° 2 E).

Conformément aux articles 79, 80 et 83 *bis* du règlement, cette question orale avec débat portant sur des sujets européens a été communiquée au Gouvernement et la fixation de la date de la discussion aura lieu ultérieurement.

4

RETRAIT DE QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

M. le président. J'informe le Sénat que :

Mme Danielle Bidard-Reydet a fait connaître qu'elle retire la question orale avec débat n° 94 qu'elle avait posée à M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ;

M. Henri Belcour a fait connaître qu'il retire la question orale avec débat n° 114 qu'il avait posée à M. le ministre de l'agriculture et de la forêt.

Ces questions avaient été communiquées au Sénat respectivement le 10 mai 1990 et le 2 octobre 1990.

Acte est donné de ces retraits.

5

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 242, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (*Assentiment.*)

6

RENOI POUR AVIS

M. le président. La commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et la commission des affaires économiques et du Plan demandent que leur soit renvoyé, pour avis, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-

France et modifiant le code des communes (n° 242, 1990-1991), dont la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation est saisie au fond.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le renvoi, pour avis, est ordonné.

7

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Jacques Larché, rapporteur pour le Sénat, un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 243 et distribué.

J'ai reçu de M. Robert Laucournet un rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur le projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier (n° 215, 1990-1991).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 244 et distribué.

J'ai reçu de M. Marcel Daunay un rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural (n° 117, 1990-1991).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 245 et distribué.

J'ai reçu de M. Marcel Daunay un rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la partie législative du code forestier (n° 119, 1990-1991).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 246 et distribué.

J'ai reçu de M. Gérard Larcher un rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur le projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications (n° 224, 1990-1991).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 247 et distribué.

8

DÉPÔT DE RAPPORTS D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu de M. Daniel Hoeffel un rapport d'information fait au nom de la mission commune d'information désignée par la commission des affaires culturelles, la commission des affaires économiques et du Plan, la commission des affaires sociales, la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation et la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, et chargée d'étudier le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation.

Le rapport d'information sera imprimé sous le numéro 248 et distribué.

J'ai reçu de MM. Hubert Haenel, Jean Huchon et Roland du Luart un rapport d'information fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et de proposer les éléments d'une politique d'aménagement.

Le rapport d'information sera imprimé sous le numéro 249 et distribué.

J'ai reçu de MM. Michel Miroudot, Jacques Carat, Jacques Bérard, Ivan Renar, François Lesein et André Egu un rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite d'une mission d'information effectuée du 13 au 27 septembre 1990 en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada, chargée d'étudier les grandes bibliothèques de Grande-Bretagne et des Etats-Unis et la situation de la francophonie dans le Nord-Est des Etats-Unis.

Le rapport d'information sera imprimé sous le numéro 250 et distribué.

9

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au mardi 2 avril 1991, à seize heures :

1. - Ouverture de la seconde session ordinaire de 1990-1991.

2. - Discussion du projet de loi (n° 242, 1990-1991), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes.

Rapport de M. Paul Girod, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Avis de M. Michel Rufin, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Avis de M. Jean Faure, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi est reporté à la fin de la discussion générale.

Personne ne demande plus la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à quinze heures dix.)

Le Directeur

du service du compte rendu sténographique,
JEAN LEGRAND

**ORDRE DU JOUR
DES PROCHAINES SÉANCES DU SÉNAT**

établi par le Sénat dans sa séance du 27 mars 1991 à la suite des conclusions de la conférence des présidents et compte tenu de l'application de l'article 32, alinéa 4, du règlement

A. - Mardi 2 avril 1991 :

A seize heures et le soir :

1° Ouverture de la session ordinaire de 1990-1991.

Ordre du jour prioritaire

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes (n° 242, 1990-1991).

(La conférence des présidents a reporté à la fin de la discussion générale le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.)

B. - Mercredi 3 avril 1991 :

A quinze heures et le soir :

Ordre du jour prioritaire

Suite de l'ordre du jour de la veille.

C. - Jeudi 4 avril 1991 :

A quinze heures et le soir :

Ordre du jour prioritaire

1° Eventuellement, conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature ;

2° Eventuellement, nouvelle lecture du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse.

D. - Vendredi 5 avril 1991 :

A neuf heures trente :

Ordre du jour prioritaire

1° Eventuellement, suite de l'ordre du jour de la veille.

A quinze heures :

2° Quatre questions orales sans débat :

- n° 287 de M. Jean Simonin à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (Possibilité offerte aux associations d'anciens combattants de se porter partie civile en cas d'injures à l'encontre de l'armée) ;

- n° 285 de Mme Marie-Claude Beaudeau à M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (Mesures envisagées pour favoriser le développement de l'entreprise Métafram à Beauchamp [Val-d'Oise]) ;

- n° 284 de M. Charles de Cuttoli à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (Difficultés rencontrées en matière de droit du travail et de protection sociale par les Français précédemment otages en Irak et au Koweït) ;

- n° 291 de Mme Marie-Claude Beaudeau à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité (Conséquences de la départementalisation de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne).

E. - Mardi 9 avril 1991, à seize heures et, éventuellement, le soir :

1° Eloge funèbre de M. Raymond Bourguin.

Ordre du jour prioritaire

2° Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine (n° 233, 1990-1991).

(La conférence des présidents a fixé au lundi 8 avril 1991, à douze heures, le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.)

F. - Jeudi 11 avril 1991, à quinze heures et, éventuellement, le soir :

Ordre du jour prioritaire

Eventuellement, conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes.

G. - Vendredi 12 avril 1991 :

A neuf heures trente :

Ordre du jour prioritaire

1° Eventuellement, suite de l'ordre du jour de la veille.

A quinze heures :

2° Quatre questions orales sans débat :

- n° 290 de M. Roger Husson à M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (Desserte ferroviaire de la Moselle) ;

- n° 292 de Mme Marie-Claude Beaudeau à M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (Conclusions des études sur le tracé de l'autoroute A 16 en région parisienne) ;

- n° 280 de M. Gérard Larcher à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (Paiement des cotisations sociales des éducateurs employés par les clubs sportifs) ;

- n° 294 de M. Marc Bœuf à M. le secrétaire d'Etat aux handicapés et aux accidentés de la vie (Situation des adultes handicapés en fin de séjour dans les centres d'aide par le travail [C.A.T.]).

En outre, la conférence des présidents a confirmé les dates des **jeudi 18 avril, 16 mai et 20 juin 1991** pour les séances de questions au Gouvernement.

ANNEXE

Questions orales sans débat

a) Inscrites à l'ordre du jour du vendredi 5 avril 1991 :

N° 287. - M. Jean Simonin demande à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, s'il n'estime pas opportun de donner aux associations d'anciens combattants la possibilité de se porter partie civile dans le cas d'injures ou de diffamations à l'encontre de l'armée, des militaires et des anciens combattants.

N° 285. - Mme Marie-Claude Beaudeau attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire sur l'importance de l'entreprise Métafram à Beauchamp (Val-d'Oise). Cette entreprise produit des pièces mécaniques pour l'automobile, des systèmes de freinage pour l'aéronautique et le ferroviaire. Elle dispose d'un centre de recherches important. Son développement est indispensable à l'industrie française. Elle lui demande quelles mesures il envisage afin de favoriser un développement sur le site de Beauchamp.

N° 284. - M. Charles de Cuttoli attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sur les difficultés rencontrées par nos compatriotes précédemment otages en Irak et au Koweït en matière de droit du travail et de protection sociale. Nos compatriotes ont reçu l'assurance que leur contrat de travail serait maintenu et que le paiement intégral des salaires était garanti. Pour les petites et moyennes entreprises qui se trouvaient dans l'impossibilité de le faire, l'administration a mis en place un mécanisme de substitution auquel ont concouru des crédits de l'Etat, de l'U.N.E.D.I.C. et du fonds de garantie contre les actes de terrorisme. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sur quelles bases juridiques et budgétaires s'appuient ces mesures et, le cas échéant, les références des publications officielles dans lesquelles elles sont parues. Il lui demande également si les mesures de maintien des salaires, en cas de défaillance de l'entreprise, permettent le maintien des droits sociaux (affiliation aux assurances sociales et droit aux prestations) ; affiliation aux régimes de retraite complémentaire (paiement des cotisations).

N° 291. - Mme Marie-Claude Beaudeau attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité sur les conséquences de la départementalisation de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne. Elle lui demande quelles mesures il envisage pour créer, au niveau des sept caisses d'allocations familiales, le nombre de postes nécessaires afin d'améliorer les rapports avec les allocataires et les familles, les conditions de travail de l'ensemble du personnel et de réduire le délai de traitement des dossiers. Elle lui demande également de lui préciser les critères de répartition en moyens financiers pour assurer le fonctionnement de chaque caisse. Elle lui demande enfin de bien vouloir lui faire connaître les propositions de composition de chaque conseil d'administration.

b) *Inscrites à l'ordre du jour du vendredi 12 avril 1991 :*

N° 290. - M. Roger Husson interroge M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer sur les dessertes ferroviaires à l'intérieur du département de la Moselle. En effet, depuis de nombreuses années, la S.N.C.F. entreprend la fermeture de lignes, de gares ou, au mieux, transfère le trafic sur route. Cette politique systématique se réalise au détriment de l'aménagement rural et des activités en secteurs ruraux, dans un département déjà très affecté par la crise économique. Actuellement, c'est l'Est de la Moselle, et plus particulièrement la région de Sarreguemines, qui est concerné par les projets de la S.N.C.F. Il lui demande donc de faire le point sur ces projets et d'envisager de reconsidérer la suppression de certaines dessertes, nécessaires au développement économique et social.

N° 292. - Mme Marie-Claude Beaudeau demande à M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer de lui préciser la nature, l'analyse, les conclusions des différentes études décidées concernant le tracé de l'autoroute A 16 dans la traversée de la région parisienne. Elle lui demande de lui préciser si les reports successifs de tracé par le Gouvernement peuvent être interprétés comme une décision d'annulation de l'existence du projet d'autoroute A 16 en région parisienne, ainsi que le demandent, à l'unanimité, les conseils municipaux concernés.

N° 280. - M. Gérard Larcher appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur les difficultés que rencontrent de très nombreux clubs sportifs pour assumer le paiement des cotisations U.R.S.S.A.F. des éducateurs qu'ils emploient. Une grande partie des recettes de ces clubs, dont la structure repose sur le bénévolat, est destinée aux efforts d'investissement et de fonctionnement nécessaires dans les infrastructures sportives, indispensables pour assurer aux jeunes une formation et une animation motivantes. Or le recrutement des éducateurs, compte tenu du poids des charges sociales afférentes à leurs rémunérations, constitue une lourde contrainte financière pour ces clubs, ce qui peut les inciter à omettre de les déclarer, voire à renoncer à l'encadrement. Certains clubs et dirigeants entièrement bénévoles se sont vu signifier des redressements insupportables pour la pérennité de leur action. Il semble donc nécessaire, dans un souci de clarification de la situation fiscale des clubs de sport amateurs, et afin de leur permettre d'engager des éducateurs compétents et motivés,

notamment en direction des jeunes, d'alléger les charges sociales. Aussi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour mettre en œuvre une telle proposition, qui donnerait satisfaction à tous les clubs sportifs orientés vers la jeunesse.

N° 294. - M. Marc Bœuf attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux handicapés et aux accidentés de la vie sur la situation des handicapés adultes accueillis et hébergés dans les C.A.T. Ceux-ci ont été accueillis dans les C.A.T., en raison de leur handicap, ne pouvant être reçus dans une entreprise ordinaire ou dans un atelier protégé. Or, vers l'âge de quarante-cinq ans, ces personnes, ne pouvant plus travailler, doivent quitter ces centres. Le problème se pose de l'avenir qui leur est réservé, bien souvent une entrée à l'hôpital psychiatrique. Alors que ces personnes avaient trouvé dans ces C.A.T. un environnement médico-social, professionnel et éducatif favorisant leur épanouissement personnel, elles se retrouvent « abandonnées » dans une structure totalement inadéquate. Il demande donc à M. le secrétaire d'Etat si, dans le même état d'esprit que celui qui a présidé au vote de l'amendement présenté par M. Michel Creton pour les adolescents, on pourrait envisager l'accueil de ces personnes dans des unités spécifiques pour adultes handicapés âgés, afin de pallier un manque de plus en plus criant dans ce domaine.

QUESTIONS ORALES

Conclusions des études sur le tracé de l'autoroute A 16 en région parisienne

292. - 26 mars 1991. - **Mme Marie-Claude Beaudeau** demande à **M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer** de lui préciser la nature, l'analyse, les conclusions des différentes études décidées concernant le tracé de l'autoroute A 16 dans la traversée de la région parisienne. Elle lui demande de lui préciser si les reports successifs de tracé par le Gouvernement peuvent être interprétés comme une décision d'annulation de l'existence du projet d'autoroute A 16 en région parisienne ainsi que le demandent à l'unanimité les conseils municipaux concernés.

Installation d'une décharge sur le territoire de la commune de Pierre-Levée (Seine-et-Marne)

293. - 26 mars 1991. - **M. Jacques Larché** attire l'attention de **M. le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs**, sur les conditions dans lesquelles il est prévu d'installer de nombreuses décharges contrôlées dans le département de Seine-et-Marne. L'une d'entre elles, envisagée sur le territoire de la commune de Pierre-Levée, serait destinée à recevoir 400 000 tonnes par an de déchets et d'ordures. Cette installation qui a déjà fait l'objet d'un dépôt de dossier en Seine-et-Marne représente une menace extrêmement grave pour l'environnement (la décharge serait installée à la lisière d'une forêt domaniale, lieu habituel de promenade et de détente de nombreux habitants) et pour la sécurité des nappes phréatiques alimentant de nombreuses communes. Il lui demande instamment de prendre toutes les mesures nécessaires pour couper court à ce projet.

Situation des adultes handicapés en fin de séjour dans les centres d'aide par le travail (C.A.T.)

294. - 26 mars 1991. - **M. Marc Bœuf** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux handicapés et aux accidentés de la vie**, sur la situation des handicapés adultes accueillis et hébergés dans les C.A.T. Ceux-ci ont été accueillis dans les C.A.T., en raison de leur handicap, ne pouvant être reçus dans une entreprise ordinaire ou dans un atelier protégé. Or, vers l'âge de quarante-cinq ans, ces personnes, ne pouvant plus travailler, doivent quitter ces centres. Le problème se pose de l'avenir qui leur est réservé, bien souvent une entrée à l'hôpital psychiatrique. Alors que ces personnes avaient trouvé dans ces C.A.T. un environnement médico-social, professionnel et éducatif favorisant leur épanouissement personnel, elles se retrouvent « abandonnées », dans une structure totalement inadéquate. Il lui demande donc si, dans le même état d'esprit que celui qui a présidé au vote de l'amendement présenté par M. Michel Creton pour les adolescents, on pourrait envisager l'accueil de ces personnes dans des unités spécifiques pour adultes handicapés âgés, afin de pallier un manque de plus en plus criant dans ce domaine.